

# COMPTE RENDU

## AMIANTE

27 NOVEMBRE 2019



Séminaire - débat  
**Amiante : les récentes évolutions de la réglementation et leurs conséquences sur les interventions de maintenance industrielle**

27/11/2019, Martigues

**Présents :**

	Prénom	Nom	Organisme
Collège de l'État et des étab. publics	Rémi	Barbe	Direccte PACA Unité Centrale
	Gérard	Cabriel	ARS
	Stanislas	Marcelja	DIRECCTE
Collège du secteur industriel et bureaux d'étude	Marthe	André	CNIM
	Damien	Arnaud	Apave
	Alexandra	Aubinaud	APAVE
	Xavier	Battin	Apave
	Patrick	Behue	Naphtachimie
	Raphaël	Blet	Fibre Excellence
	Rémi	Boddaert	Fibre Excellence
	Claude	Casubolo	LyondellBasell Fos
	Marjorie	Gauton	LyondellBasell Chimie France SAS
	Guillaume	Gineste	MASE Méditerranée Giphise
	Pierre-Alexandre	Labory	LyondellBasell Fos
	Stéphane	Lavorini	Ascometal
	Edwige	Legangneux	Fibre Excellence
	Fabien	Lejuzeur	LyondellBasell Services France
	Armand	Martin	Fibre Excellence TAR
	Thierry	Malaterre	Géogaz
	Marie-Line	Martos	France Chimie Méditerranée
	Jean Baptiste	Moingeon	Groupe ADF
	Anthony	Napolitano	Groupe ADF
	Michel	Negre	Ascometal
	Franck	Neveu	Elengy Cavaou Fos
	Isabelle	Nogarede-Sirat	LyondellBasell
	Karine	Peri	LyondellBasell Services France
	Didier	Rachet	Total
	Annabelle	Raffin	France Chimie Méditerranée
	Nathalie	Rebeix	Danesi Industrie
	Sylvain	Rieme	GazelEnergie
	Joseph	Rinaldi	LyondellBasell Chimie France SAS
	Frédéric	Sanchez	Fibre Excellence
	Eric	Sanna	Geostock

	Stéphane	Santi	LyondellBasell Chimie France SAS
	Acebo	Segundo	LyondellBasell Chimie France SAS
	Hélène	Sevestre	INEOS/PETROINEOS
	Eric	Simiakos	SPSE
	Jean-Marc	Villanueva	Heliatec
Autres	Pierre	Leclercq	Tuteur Master PRNT
	Nedka	Pentcheva Gensollen	Etudiant

**Rédaction** : Stanislas Marcelja, DIRECCTE, Rémi Barbe, DIRECCTE & Gwénaëlle Hourdin, SPPPI PACA

**Validation** : par les intervenants avant le 7 février, par les participants avant le 21 février.

**Présentation en ligne** : Sur le site internet du SPPPI PACA : <https://www.spppi-paca.org/a/484/amiante/>

## Ordre du jour :

### Amiante, les récentes évolutions de la réglementation et leurs conséquences sur les interventions de maintenance industrielle

*Stanislas Marcelja, avec l'appui de Rémi Barbe, DIRECCTE*

## Glossaire

**ADR** : Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route

**CMR** : Cancérigène, mutagène, reprotoxique

**DGT** : Direction Générale du Travail

**DREAL** : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

**DO** : Donneur d'ordre

**EPI** : Equipement de protection individuelle

**MOp** : Mode opératoire

**OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

**RAT** : Repérage Avant Travaux

**SS4** : Sous-section 4

**SS3** : Sous-section 3

**VLEP** : Valeur limite d'exposition professionnelle

## **Amiante, les récentes évolutions de la réglementation et leurs conséquences sur les interventions de maintenance industrielle** (S. Marcelja avec l'appui de R. Barbe, DIRECCTE)

### **Quelques thèmes importants**

- Cadre réglementaire de l'interdiction de l'amiante en France.
- Schéma réglementaire général issu du décret du 4 mai 2012 et de ses arrêtés d'application.
- Définition des interventions exposant à l'amiante (SS4) par opposition à la notion de retrait (SS3).
- Rappel des exigences communes relatives notamment à l'évaluation des risques (niveau d'empoussièrement, VLEP, mesurages, décontamination, ...).
- Repérage de l'amiante avant travaux (RAT) à la charge du donneur d'ordre (décret de 2017 et arrêtés), repérage à l'avancement et exemptions encadrées (travaux mise en œuvre comme si la présence d'amiante était avérée).
- Plan de prévention.
- Modalités d'évaluation des niveaux d'empoussièrement des processus sur une base documentaire et par la réalisation de mesurages périodiques.
- Modalité d'élaboration et de transmission à l'inspection du travail des modes opératoires des entreprises.
- Epi, formation, traçabilité des expositions.
- Constats et enjeux autour des interventions de SS4.

### **Éléments signalés par les DO présents**

- Difficultés à identifier des opérateurs de repérages compétents, ayant la double compétence amiante et intervention sur sites industriels (connaissance des règles d'intervention spécifiques à ces sites).

Dans l'attente d'un arrêté qui précisera la compétence des opérateurs de repérage dans un contexte industriel, la Direccte recommande le recours à un opérateur de repérage certifié « avec mention ».

- Difficulté à faire intervenir un opérateur de repérage compétent en « urgence », pour lever des doutes ponctuels
- Difficultés dans la cartographie des équipements. Des systèmes de cartographie numérique 3D de type BIM sont à envisager.

### **Conclusion**

- Plusieurs donneurs d'ordre témoignent d'une stratégie de repérage étendue de l'amiante présent sur leurs installations.
- Ils pourraient faire un usage raisonné et à la marge des exemptions au RAT avec mise en œuvre des mesures de prévention amiante « dans le doute ».
- Les DO doivent participer à la formation des opérateurs aux règles spécifiques à leurs sites.
- Les solutions de cartographie 3D de type BIM sont sans doute à envisager.

## Questions

*Des opérations urgentes en astreinte pour réparer un unique joint fuyard peuvent-elles être entreprises en SS4 ? (Donneur d'ordre)*

Réponse (Stanislas Marcelja, Direccte)

Pour ce cas d'espèce, conformément au logigramme DGT, la réponse est oui.

A l'inverse et conformément aux logigrammes de la Direction générale du Travail (DGT) les opérations planifiées de maintenance amenant à la dépose d'éléments amiantés relèveront de la SS3. La SS3 ne nécessite pas le retrait systématique/intégral d'une catégorie d'éléments/équipement amiantés puisque ces éléments peuvent aussi faire l'objet d'encapsulage.

*Peut-on réaliser ponctuellement des travaux intégrant les mesures de prévention amiante dans le doute sur l'exhaustivité de RAT déjà réalisés ? (Donneur d'ordre)*

Réponse (Stanislas Marcelja, Direccte)

C'est effectivement une possibilité permise par la réglementation en mode SS4, sous réserve que l'on soit en opération de réparation ou de maintenance corrective de niveau 1.

Cette règle ne doit cependant pas être utilisée pour contourner l'obligation de réalisation de repérages avant travaux, notamment quand il s'agit de travaux planifiés.

L'attention du DO est ici appelée sur le strict respect par l'entreprise d'un mode opératoire préalablement établi et intégrant des mesures de prévention comme si la présence d'amiante était avérée.

*Les mesurages d'amiante dans l'air sont-ils de la responsabilité des entreprises intervenantes ? (Donneur d'ordre)*

Réponse (Stanislas Marcelja, Direccte)

Les mesurages sur opérateurs relèvent en effet des entreprises intervenantes (empoussièrtements sur opérateurs). La réglementation SS4 ne prévoit cependant pas les mesurages en environnement de chantier qui sont spécifiques à la SS3 (limite de zone de travaux, mesures de fin de chantier, ...).

*De quelle formation devrait disposer des salariés travaillant dans une entreprise dont la structure des bâtiments contient des matériaux amiantés, dégradés notamment par des événements climatiques ? (Salarié)*

Réponse (Stanislas Marcelja, Direccte)

La formation amiante réglementaire s'adresse aux travailleurs intervenant de façon active sur les matériaux amiantés, pour le type d'opérations prévus par les SS3 et SS4.

Concernant les salariés exerçant d'autres activités mais susceptibles d'être exposés « passivement » aux poussières d'amiante, l'employeur va d'abord évaluer ce risque afin de définir les mesures de prévention adéquates. Ce qui implique nécessairement des mesurages d'exposition.

Si l'exposition est avérée, celui-ci doit prioritairement procéder à l'élimination de ce risque (retrait) ou, en cas d'impossibilité technique, définir les mesures de protection appropriées qui sont celles définies par la réglementation relative aux agents cancérogènes. La formation/information à la sécurité des salariés à ce type de risque en est une modalité.

*Y a-t-il un délai de rigueur d'envoi des modes opératoires préalablement au commencement des travaux ? (Salarié)*

Réponse (Stanislas Marcelja, Direccte)

S'il est question de la transmission du mode opératoire à l'inspecteur du travail, les règles sont les suivantes :

Le mode opératoire est transmis à l'inspecteur du travail dans le ressort territorial desquels est situé l'établissement qui intervient et à l'inspecteur du travail du lieu où se situe l'intervention avant sa première mise en œuvre. Il n'y a donc pas un délai précis mais une seule obligation de transmission préalable à l'engagement des travaux.

*En cas de travaux répétitifs sur une même installation, le même mode opératoire doit-il être envoyé préalablement à chaque phase de travaux ? (Salarié)*

Réponse (Stanislas Marcelja, Direccte)

Si les processus d'intervention (nature de l'intervention, moyens utilisés, niveaux d'empoussièrement, protections utilisées) sont identiques, vous ne pouvez faire qu'un seul mode opératoire qui précisera les différentes phases de travaux.

Si le mode opératoire doit être modifié au cours des travaux (exemples : découverte de nouveaux matériaux amiantés à l'avancement des travaux, empoussièrement supérieur à celui prévu), une nouvelle transmission de ce document actualisé devra être faite à l'inspecteur du travail.

*Y a-t-il des seuils pour l'application de la réglementation ADR ? (Salarié)*

Réponse (Stanislas Marcelja, Direccte)

Il existe des seuils pouvant ouvrir à un aménagement des règles de l'ADR, on parle de dérogation 168. Pour plus de précision, interroger la DREAL ou se rapporter au document OPPBTP « transport et élimination de déchets de matériaux contenant de l'amiante », accessible en ligne via [ce lien](#).

*Je m'interroge sur le sujet des SDIS et de l'implication de ceux-ci vis-à-vis de l'exposition de leurs agents face à ce CMR. Aujourd'hui il n'y a aucune implication ni formation sur le sujet auprès des agents aussi bien volontaires que professionnels. Il n'y a pas non plus de suivi médical particulier, ni de création de fiches d'exposition. (Armand Martin, Fibre excellence)*

Réponse (Stanislas Marcelja, Direccte)

C'est difficile de vous répondre car les contrôles de l'inspection du travail ne portent pas sur cette catégorie de travailleurs. Mais on doit quand même signaler plusieurs études disparates qui portent sur l'évaluation du risque amiante en ce domaine :

- <https://www.aleacontroles.com/actualites/sapeur-pompiers-et-le-risque-amiante-l-etude-du-sdis-44>
- <https://www.sdis51.fr/sites/default/files/PEX%20N1%20Lavannes%20Amiante%20SDIS%2051.pdf>
- [http://pnrs.ensosp.fr/Plateformes/RisquesetCrises/Actualites/Prise-en-compte-du-risque-amiante-lors-des-operations-d-extinction-et-de-deblai-vis-a-vis-des-sapeurs-pompiers-et-de-leur-EPI/\(mode\)/full/\(page\)/3](http://pnrs.ensosp.fr/Plateformes/RisquesetCrises/Actualites/Prise-en-compte-du-risque-amiante-lors-des-operations-d-extinction-et-de-deblai-vis-a-vis-des-sapeurs-pompiers-et-de-leur-EPI/(mode)/full/(page)/3)